



Benghazi, le 19 mars 2011.

Photo AFP

L'argent de la guerre

Les bombes ne cessent de s'abattre sur la Libye. L'argument sur les civils épargnés, on le connaît. D'ores et déjà, des hommes, des femmes et des enfants sont morts sous les « bombes humanitaires ». Le véritable motif de l'intervention militaire, c'est le rétablissement de « l'ordre » impérialiste mis à mal par la révolution tunisienne. Cet ordre, il était assuré par les régimes Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et d'autres, qui, par la dictature, assuraient la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel du FMI ou des accords d'association avec l'Union européenne.

Ces régimes inféodés à l'impérialisme lui permettaient d'organiser le pillage de ces pays et de ces peuples. 124 missiles tomahawk ont été lancés par la marine américaine. Le coût de chacun de ces missiles est de 650 000 euros. Pour la France, 500 millions, c'est le coût estimé pour le déploiement aéronaval en Libye. Le gouvernement Sarkozy a annoncé son intention d'inscrire dans la Constitution l'interdiction des déficits publics. Les dirigeants du Parti socialiste, qui soutiennent l'intervention militaire en Libye, se sont également prononcés pour la réduction des déficits publics. 500 millions — et c'est un minimum — ont été trouvés pour la guerre ! A l'inverse, il faudrait supprimer 16 000 postes d'enseignants (soit une réduction de 500 millions des « déficits »), couper dans toutes les dépenses publiques, privatiser... C'est très exactement ce qu'imposait à la Tunisie l'accord d'association avec l'Union européenne. Il est significatif que dans une résolution de l'UGTT, celle-ci se prononce à la fois pour la suspension de la dette et contre toute intervention militaire en Libye.

Lucien Gauthier

Les bombardements sur la Libye ne sont en rien une « aide humanitaire » pour le peuple. L'objectif, c'est le pétrole et « l'ordre » dans la région déstabilisée par la révolution tunisienne.

Libye : arrêt immédiat des bombardements !

François Lazar

C'est sans unanimité que le Conseil de sécurité de l'ONU a voté le 17 mars la résolution 1973 sur la Libye. Loin de tout souci humanitaire, pour les uns et les autres, il ne s'agit que de calcul d'intérêt. Rappelons que ces dix dernières années, le « sanguinaire Kadhafi » était présenté comme un modèle de lutte contre Al-Qaïda et un fidèle exécutant des plans de privatisation du FMI. La Ligue arabe, dont les principaux dirigeants sont menacés dans leurs propres pays par des contestations croissantes, cherche à rétablir l'ordre. Derrière cette opération, il y a une volonté « stratégique ». Pour reprendre les termes d'Hillary Clinton : « Contrôler la région. » Pour le porte-parole de la Maison-Blanche, Tommy Vietor, « le but de cette résolution n'est pas de changer le régime. Il s'agit plutôt d'autoriser l'utilisation de la force avec un engagement explicite à prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter le massacre. » Au même moment, un drone américain tuait quarante civils dans le nord du Pakistan. A suivre les déclarations des dirigeants américains, avec à leur traîne le président va-t-en-guerre Sarkozy, il s'agirait de « restaurer l'espoir » pour le peuple libyen. Mais l'expression a déjà été utilisée il y a vingt ans pour nommer l'intervention militaire qui devait conduire à la dévastation, puis au démantèlement de la Somalie. Plusieurs commentateurs s'inquiètent du risque de dislocation de la Libye entre Tripolitaine et Cyrénaïque. L'opération, pour les Américains, est délicate : la condamnation de Kadhafi — qui n'a rien à envier à ses anciens compères Ben Ali ou Moubarak, ou encore au roi d'Ara-

bie Saoudite — doit venir des Arabes eux-mêmes, sa chute en être une conséquence. Confronté au borbier afghan, où sont déjà morts plus de 3 000 soldats, et à l'instabilité de l'Irak, où se trouvent 50 000 militaires américains, le gouvernement Obama ne peut se permettre d'agir directement et d'ouvrir un nouveau front. Ce sera donc aux « européens » d'intervenir.

Selon Aaron David Miller, ancien responsable au département d'Etat américain cité par la revue *Politico* (20 mars), le but de l'opération serait le suivant : « Ils ont l'intention de frapper brutalement et d'effrayer de façon à ce que le régime se fissure rapidement. »

De fait, le premier soir de l'intervention, ce sont 124 missiles tomahawk qui sont tombés sur la région de Tripoli. Cependant, à peine quatre jours après le déclenchement de l'opération militaire de l'ONU en Libye, des voix gouvernementales parlent déjà de risque d'enlèvement, de diminution à venir des interventions aériennes, de difficulté de commandement. A l'évidence, les prétextes « humanitaires » cachent mal la réalité : le contrôle du pétrole, certes, mais, plus fondamentalement, le rétablissement de « l'ordre » mis à bas par la révolution tunisienne et la situation en Egypte. Tout l'ordre américain dans la région et au niveau mondial est menacé. Ecraser la Libye est un avertissement à tous les peuples et, au premier chef, celui de Tunisie.

Le Premier ministre britannique, David Cameron, déclarait : « Kadhafi doit partir. » Sarkozy, dont beaucoup constatent qu'il en fait une affaire personnelle, n'est pas en reste sur le sujet. Le ministre turc de la Défense vient de déclarer : « Nous avons du mal à comprendre que la France agisse comme si elle était le principal exécuteur de la résolution. »

Car derrière les gesticulations de Sarkozy s'exprime la réalité : le couple franco-allemand a explosé, le gouvernement Merkel refusant l'intervention.

La Ligue arabe, après l'avoir approuvée, déclare que l'intervention ne correspondait pas au mandat de l'ONU.

Plusieurs pays de l'Union européenne mettent comme condition à leur participation que ce soit dans le cadre de l'OTAN.

500 millions de réduction des "déficits publics" en supprimant 16 000 postes d'enseignants !

500 millions pour la guerre en Libye !

« Washington, le leader camouflé »

« Depuis le début de l'opération "Aube de l'Odyssee", ce week-end, le commandement est assuré par les Etats-Unis depuis l'Africom, le centre des armées américaines chargé de l'Afrique et basé à Stuttgart.

Dans les faits, les Etats-Unis ont non seulement assuré le commandement des opérations, mais aussi très largement mené le gros des efforts pour détruire les défenses anti-aériennes de Kadhafi. Transférer le commandement est une « tâche compliquée », et l'on doit être « sûr que le transfert sera correctement effectué », note un officier américain au siège de l'Africom. Lorsque l'opération est montée en puissance, il est apparu que seuls les Etats-Unis possédaient les capacités techniques adéquates pour coordonner et planifier la suite des opérations, explique-t-on du côté français.

Plusieurs pays de l'OTAN, qui comptent contribuer à l'opération, souhaiteraient un commandement atlantique plutôt que franco-britannique. « L'OTAN jouera un rôle », dans un délai « de jours, non de semaines », a affirmé Obama hier. » (Libération, 22 mars 2011).

EXTRAITS D'UNE CHRONIQUE DE FRANCE INFO, LE 22 MARS 2011, À 8 H 34

“Augmenter le déficit budgétaire pour faire la guerre”

“Je vais simplement vous donner quelques chiffres qui montrent l'ampleur des sommes en jeu... Ce sont des chiffres à relativiser, je vous dirai pourquoi ensuite. Prenez un carnet et un crayon, on y va...”

● **Le coût d'une heure de vol d'un Rafale** est de 40 000 euros (pour les autres avions, il faut compter en moyenne 15 000 à 30 000 euros l'heure).

● **Le porte-avions Charles-de-Gaulle** : 50 000 euros l'heure d'intervention.

● **Un sous-marin** : environ 10 000 euros.

A quoi il faut ajouter, bien sûr, missiles et munitions. Pour donner une idée, je vous laisserai faire le calcul : en trois jours, les avions français ont déjà effectué un total de 55 sorties et 400 heures de vol. Attention : c'est le coût d'utilisation normal des appareils et non le surcoût engagé par la guerre.



En clair, que ces moyens soient déployés ou pas, ils coûtent autant, la seule variable d'ajustement est le carburant. Ces coûts rentrent dans le cadre du budget de fonctionnement du ministère de la Défense... Pour 2011, ce budget s'élève à 31 milliards d'euros (...).

S'il y a enlèvement du conflit et dépassement de budget, l'Etat procède par rallonges budgétaires, qui passent par voie parlementaire et mouillent la majorité comme l'opposition. Et

il vaut mieux, car, en cas de dépassement, on peut vite monter à plusieurs milliards d'euros... Autant qu'il y ait consensus entre les représentants de la nation (...). En raisonnant froidement, on pourrait dire que consacrer une partie des deniers publics pour alimenter l'effort de guerre soutient le secteur industriel et l'emploi. Sujet polémique, mais bien réel !

Et puis, n'est-ce pas une occasion pour l'avion de combat Rafale fabriqué par Dassault de montrer à de potentiels clients internationaux ce qu'il sait faire ?

L'une des principales questions est de savoir si l'on peut, dans l'état actuel des finances de la France, se permettre d'augmenter le déficit budgétaire pour faire la guerre. Le choix politique a été fait... Il faudra en tirer les conclusions le moment venu si l'offensive en Libye est plus longue que prévu. ■

Les réactions



MARTINE AUBRY (PS) “SE RÉJOUIT” DE L'INTERVENTION MILITAIRE

Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste (PS), a estimé dimanche 20 mars, sur TF 1, que la France est « à sa bonne place » dans l'intervention militaire internationale en Libye. « Personnellement, je m'en réjouis, en espérant qu'il ne sera pas trop tard et que l'on pourra véritablement agir pour que ce peuple retrouve la paix et la démocratie, a-t-elle dit. C'est cela le plus important ce soir. »



MÉLENCHON, DANS LIBÉRATION

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a voté la résolution du Parlement européen demandant une intervention de l'ONU.

« (...) Ma position est constante : je suis partisan d'un ordre international garanti par l'ONU. (...) On parle d'un “état de guerre avec la Libye”. Il n'y a pas de guerre avec la Libye (...). J'approuve donc le mandat de l'ONU (...). J'ai voté la résolution du Parlement européen en accord avec la direction du PCF et de la Gauche unitaire, en accord avec mon collègue eurodéputé communiste Patrick Le Hyaric (...).

— Comment jugez-vous l'attitude de Nicolas Sarkozy dans le dossier libyen ?

— La politique menée est conforme à l'intérêt de la France. »



LE DOUBLE LANGAGE DU NPA

L'éditorial de *Tout est à nous*, n° 93 (10 mars), journal du NPA, titre : « Ni OTAN, ni Kadhafi, pouvoir populaire. »

La veille, le 9 mars, le NPA signe un appel intitulé « Pour une intervention solidaire de l'Union européenne en Méditerranée », où l'on peut lire : « Il n'y a pas si longtemps, l'Europe se targuait de déployer une politique euro-méditerranéenne. Cette ambition aurait-elle volé en éclats au moment même où plusieurs des nations partenaires de cette euro-méditerranée sont en voie de devenir des démocraties ? Nous en appelons solennellement à tous les gouvernements européens, aux instances de l'Union européenne, pour que soient prises les mesures qui s'imposent d'urgence. »

Pas d'OTAN... mais pour dire oui à l'Union européenne ?

Le 18 mars, le site du NPA publie un communiqué « unitaire » appelant à un « rassemblement de solidarité avec le peuple libyen » le lendemain 19 mars, à Paris. On y lit : « Depuis le soulèvement du 17 février, Kadhafi commet de véritables crimes contre le peuple libyen en toute impunité, alors que les gouvernements du monde occidental et les dictatures du monde arabe hésitent, tergiversent, font mine de s'entendre sur une éventuelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU (...). Une véritable contre-révolution criminelle est en marche en Libye. Mobilisons-nous dans l'urgence. » Si l'on comprend bien, il faut cesser de tergiverser pour faire adopter une résolution du Conseil de sécurité !

Le lendemain, le 19, le NPA participe à cette manifestation. Mais la veille, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné l'autorisation. Dimanche 20, les frappes sur la Libye commencent. Le même jour, dans un communiqué, le NPA écrit : « L'intervention militaire n'est pas la solution et le NPA met en garde contre une nouvelle escalade militaire. » Sans commentaires. ■

COMMUNIQUÉ

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

18 mars 2011, 14 heures

Le Parti ouvrier indépendant condamne la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n° 1773, adoptée jeudi 17 mars, qui ouvre la voie à une dangereuse escalade militaire dont le peuple libyen sera la principale victime et qui ne pourra qu'aggraver la terrible situation dans laquelle il est plongé. Cette escalade militaire constitue une menace contre toutes les nations de la région, en particulier contre les révolutions en Tunisie et en Egypte (...)

Le prétexte de « l'intervention humanitaire » pour « protéger les populations civiles » est une pure hypocrisie. Qui invoque ce prétexte ? Ce sont les mêmes que ceux qui ont fourni à Kadhafi son arsenal militaire, les mêmes qui accueilleraient hier Kadhafi comme un « partenaire respectable » dans la « guerre contre le terrorisme » de Bush, quand il privatisait le pétrole libyen (...).

Toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui donnerait — sous quelque prétexte que ce soit — sa caution à l'intervention accepterait ainsi de se ranger sous le drapeau des gouvernements américain, britannique et français, et se disqualifierait au regard des principes qu'elle prétend incarner.

Pour le Parti ouvrier indépendant, il n'existe dans les heures difficiles pour la population libyenne qu'une position conforme à la tradition ouvrière de combat contre toute intervention militaire dictée par la seule défense des intérêts pétroliers : celle d'exiger contre les gouvernements français, britannique et américain, l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne :

- Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye !
- Retrait de toutes les troupes étrangères !
- Non aux bombardements !
- Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !
- Bas les pattes devant les peuples libyen, tunisien, égyptien !
- Bas les pattes devant la souveraineté de toutes les nations de la région !
- Troupes étrangères, ONU, OTAN, FMI, Union européenne : hors d'Afrique du Nord !

Claude JENET, Jean MARKUN, Gérard SCHIVARDI, Daniel GLUCKSTEIN,
secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant

ÉDITORIAL

Et le POI dans cette situation ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Aceux qui, prétendent de « gauche », ont osé faire appel à l'intervention militaire en Libye, on rappellera la phrase d'Anatole France : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les marchands de canons. » Aujourd'hui, les marchands de canons ont laissé la place aux grands trusts pétroliers et à la défense des « accords d'association » organisant le pillage des nations par l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Mais pas plus qu'hier, les bombes larguées des avions français, américains ou anglais n'ont pour objectif de faire triompher la démocratie et la liberté.

Un même consensus amène ces « responsables » à réaliser l'union sacrée autour de l'intervention en Libye et à s'aligner en France sur la politique de l'Union européenne. Mais précisément, cette politique a fait l'objet d'une abstention-rejet massive dimanche dernier (lire page 8 la déclaration du POI).

Et le Parti ouvrier indépendant dans cette situation ? Quelles perspectives contribue-t-il à ouvrir ?

L'un de nos candidats nous écrit au lendemain du premier tour : « 7 % et 8 % dans deux communes ouvrières, 5 % sur la totalité de ce canton très ouvrier. Lors du mouvement sur les retraites, les travailleurs y étaient en grève massivement et avaient manifesté à la sous-préfecture. A vrai dire, “ma campagne” pour les cantonales s'est surtout enracinée dans le prolongement de cette mobilisation qui, dans notre canton, a vu l'ensemble des unions locales se prononcer pour le retrait de la contre-réforme. Pour l'essentiel, ce sont des militants syndicaux non membres du POI qui, comme citoyens n'engageant pas leur organisation, ont fait campagne. Dans quatre communes de ce canton où les forces organisées du Parti ouvrier indépendant étaient jusqu'à présent limitées, des camarades aux appartenances et aux responsabilités les plus diverses dans le mouvement ouvrier, avec qui nous avions combattu au coude à coude pour l'unité pour le retrait de la contre-réforme Woerth-Fillon, se sont saisis de ma candidature. D'une certaine manière, ils ont utilisé ce cadre des cantonales pour exprimer sur le plan électoral (bien déformé du fait des institutions de la V^e République, elle-même reliée à l'Union européenne) ce qui les avait amenés à être les organisateurs locaux du mouvement des retraites. Pour moi, cela montre en creux la nécessité que ce levier politique que représente un authentique parti ouvrier indépendant soit perçu comme une force à tous les niveaux. Ce qui renvoie à la nécessité générale pour la classe ouvrière d'ouvrir par sa propre action la voie de la rupture avec la V^e République et l'Union européenne, et d'imposer l'Assemblée constituante souveraine. Maintenant, la question qui nous est posée c'est : regrouper et renforcer ce Parti ouvrier indépendant dans le canton. »

Regrouper et renforcer un authentique parti ouvrier indépendant, capable de faire d'une campagne — électorale dans la forme — le prolongement et l'expression politique des processus de la lutte de classe : c'est possible dans tous les cantons, dans tout le pays.

C'est possible, mais aussi nécessaire. La crise de décomposition de la V^e République et de l'Union européenne s'approfondit de jour en jour ; la marche à la guerre s'accélère ; la classe ouvrière et le peuple expriment par l'abstention leur rejet de cette politique... mais aussi leur aspiration à s'ouvrir une issue. Construire un authentique parti ouvrier indépendant, c'est contribuer à répondre à cette aspiration.

L'UGTT, la centrale syndicale historique en Tunisie, se prononce “contre toute ingérence” en Libye

Tunisie

Une déclaration de l'UGTT : "Pour que cesse la politique d'endettement, contre l'intervention en Lybie"

Mohamed Ben Larbi

La mobilisation du peuple à travers tout le pays, et principalement la manifestation gigantesque de Tunis (plus de 500 000) et celle de Sfax, a obligé le gouvernement M'bazaa-Caïd-Essebsi à annoncer la tenue des élections pour l'Assemblée constituante le 24 juillet 2011. Pour les grandes puissances, il faut coûte que coûte maintenir le régime qui garantit l'application des plans du FMI et l'accord d'association avec l'Union européenne. La France, qui est le fer de lance de la politique d'étranglement de l'économie tunisienne, appuie « pour que des discussions sur le statut avancé (partenariat privilégié et création d'une zone franche) aboutissent dans les meilleurs délais ».

Partout dans le pays, dans les villes, les villages, les entreprises, se constituent et se renforcent les comités pour la protection de la révolution. Les travailleurs, la jeunesse, le peuple opprimé perçoivent que c'est dans le cadre de ces comités, qu'ils ont mis en place dès le déclenchement de la révolution, que se joue l'avenir de leur Constituante.

"L'UGTT appelle le gouvernement à cesser de poursuivre la politique d'endettement"

En même temps, les grèves se multiplient dans les sociétés de sous-traitance, où les travailleurs viennent d'obtenir... l'interdiction de la sous-traitance dans le secteur public. Victoire importante contre des sociétés qui payaient des salaires de misère et qui ne garantissaient que la précarité à leurs employés. La revendication

légitime des travailleurs, appuyés par leurs syndicats, est d'être intégrés dans les sociétés du secteur public.

Dans la nuit du 17 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution donnant le feu vert aux forces de l'Otan pour intervenir militairement en Lybie.

C'est dans ce contexte que s'est tenue la commission administrative de l'UGTT, le

18 mars, à Gammarrh, dans la banlieue sud de Tunis.

Forte de 100 000 syndiqués supplémentaires depuis le 14 janvier, elle représente aujourd'hui pour les travailleurs et les jeunes tunisiens, comme pour l'ensemble du peuple opprimé, la seule force capable de s'opposer, voire de porter un coup d'arrêt aux choix gouvernementaux, ainsi qu'à toutes les pressions internationales, politiques, économiques et y compris syndicales par le biais de la CSI (Confédération

syndicale internationale — NDLR), qui tendent à imposer la poursuite de la politique de l'enchaînement aux institutions internationales.

La déclaration adoptée par la commission administrative indique que l'UGTT se pose en tant qu'obstacle à l'ensemble de cette politique.

En effet, la commission administrative : « (...) 5/ Enregistre les acquis accomplis en matière d'élimination de la sous-traitance dans le secteur public, (appelle) à l'intégration des travailleurs dans les entreprises concernées et à en faire de même dans le secteur privé (...).

9/ Appelle le gouvernement à cesser de poursuivre la politique d'endettement et à s'assurer quant aux dettes antérieures, sur tout ce qu'elles comportent de sombre et de corrompu.

10/ Fait part également de son soutien au peuple arabe en Lybie, au Yémen et au Bahreïn, dans sa lutte pour la justice et la liberté. Elle dénonce le recours à la répression et aux armes contre les manifestants désarmés et réitère son refus de toute ingérence dans ces pays concernés.

L'UGTT se félicite en conclusion des avancées réalisées par les factions de la résistance palestinienne dans le sens d'une union politique qui pèsera dans la lutte contre l'occupant israélien. »

TUNISIE - DERNIÈRE HEURE

21 mars : nouveau rassemblement à la Kasbah

Un sit-in a commencé depuis le 21 mars à 14 heures, à la Kasbah. Les comités de protection de la révolution en sont à l'initiative.

Les revendications mises en avant par les comités sont : « La Tunisie doit rompre définitivement avec l'impérialisme », « Il faut que le peuple tunisien décide lui-même de son avenir ». Ces mots d'ordre sont tout un programme et sont au centre de la bataille pour la Constituante telle que la réclame le peuple qui se veut souverain. Oui, incontestablement, les comités locaux et régionaux de protection de la révolution sont l'expression légitime de la volonté du peuple tunisien.

Massacre au Yémen

Le 18 mars, une importante manifestation se tient à Sanaa contre le régime. Tout d'un coup, des tireurs embusqués tirent sur la foule et tuent en quelques minutes 52 manifestants. Depuis plusieurs semaines, le président Saleh, un fidèle partisan des Etats-Unis (puisque son fils aîné est le responsable d'une milice spéciale anti-Al-Qaida encadrée par des officiers américains), réprime des manifestants qui exigent la fin du régime.

A la suite de ce massacre, plusieurs dignitaires du régime, ministres et responsables de l'armée, ont pris leurs distances à l'égard du président Saleh. Une nouvelle manifestation en hommage aux « martyrs du 18 mars » a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, le 20 mars. Le 20 mars au soir, le président Saleh annonçait le limogeage du gouvernement. ■

Troupes d'Arabie Saoudite hors du Bahreïn !

Depuis maintenant une semaine, plus de 1 000 soldats d'Arabie Saoudite et 500 policiers des différents Etats du Golfe « sécurisent » le khalifat. Les troupes saoudiennes ont pris position pour protéger les banques, les puits de pétrole et certains bâtiments publics. Les 500 policiers des différents émirats renforcent la police du régime bahreïni contre les manifestants.

Après l'expulsion par la force des manifestants qui occupaient la place de la Perle, place centrale de Manama, la répression se poursuit. Les partis d'opposition, qui désormais se prononcent pour une élection à une Assemblée constituante, exigent le départ des troupes saoudiennes.

Rappelons que c'est à l'initiative de l'Arabie Saoudite que la Ligue arabe s'est prononcée pour une intervention militaire pour « protéger » le peuple de Kadhafi.

Un représentant du gouvernement d'Arabie Saoudite était présent au sommet à l'Elysée pour préparer l'offensive contre la Lybie. Personne n'y a trouvé à redire. Rappelons que le Bahreïn est le siège de la V^e flotte américaine. ■

Palestine

Lundi 21 mars, l'aviation israélienne a bombardé un quartier de la ville de Gaza, blessant grièvement 19 civils, dont 7 enfants. Des mouvements de chars israéliens se dirigeaient vers le poste frontière de Rafah avec l'Egypte. L'ancienne ministre israélienne Tsipi Livni vient de parler de la « nécessité » de prévoir une nouvelle opération Plomb durci. ■

TRIBUNE DES COURANTS

Manifestation contre Hillary Clinton à Tunis



Tunis, le 17 mars 2011 : la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et le ministre tunisien des Affaires étrangères, Mouldi Kefi, au cours d'une conférence de presse commune.

C'est le mardi 15 mars que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, est venue à Tunis pour « consolider le processus de développement en Tunisie ». En clair, pour s'assurer que le gouvernement M'bazaa-Caïd-Essebsi poursuivra la même politique de soumission aux intérêts américains.

Et Hillary Clinton annonce toute l'attention que le gouvernement Obama porte au renforcement de la place des intérêts économiques américains en Tunisie : création d'un fonds spécial pour la Tunisie en vue de créer des entreprises (Tunisian American Enterprise Fund), financement de projets de développement à travers le « Millenium Challenge Account », encourage-

ment des investisseurs américains à s'installer en Tunisie par le biais de l'organisme américain d'investissement extérieur (Overseas Private Investment Corporation), prochaine visite en Tunisie d'une délégation d'hommes d'affaires et d'investisseurs américains.

Autant dire que les Etats-Unis cherchent à déployer en Tunisie un important dispositif d'intérêts économiques qui entrent directement en concurrence avec ceux de l'Union européenne.

Mais la visite d'Hillary Clinton a été accueillie par une manifestation devant le ministère des Affaires étrangères, où elle devait tenir sa conférence de presse. ■

Halte à l'agression impérialiste

C'est aux cris de « Sarkozy assassin », « Halte à l'agression impérialiste en Lybie », qu'une manifestation s'est rassemblée, le 21 mars, devant l'ambassade de France à Tunis. Le « petit Sarko » — c'est le nom qui lui est donné aujourd'hui par la rue à Tunis —, l'ambassadeur de France à Tunis, est gâté par la révolution depuis son arrivée mouvementée, il y a à peine un mois. ■

La Vérité



Tunisie, Egypte : pour la IV^e Internationale, oui, la révolution prolétarienne est en marche



«Tunisie, Egypte : pour la IV^e Internationale, oui, la révolution prolétarienne est en marche.»

La Vérité, n° 70 (février 2011), est disponible auprès des militants du Courant communiste internationaliste du POI. Prix : 4 euros.

Egypte

Le véritable enjeu de la réforme constitutionnelle

Samy Hayon

"Pour leur premier vote démocratique, les Egyptiens ont approuvé les réformes constitutionnelles à 77,2 %. » C'est l'observation unanime des médias du monde entier à la suite du résultat du référendum organisé par les militaires au pouvoir en Egypte depuis la chute de Moubarak, le 11 février 2011. Mais au-delà du taux de participation de 41 % — qui montre aussi qu'une masse immense d'électeurs, six sur dix, ont refusé le piège de la réforme constitutionnelle, qui ne répond en rien à leurs préoccupations —, quel est le véritable enjeu de la réforme constitutionnelle ? Les amendements ont été rédigés par un comité de huit juristes, dont un membre des Frères musulmans, tous désignés par le Conseil suprême des forces armées. Un expert constitutionnel, qui avait été appelé par Moubarak quelques jours avant sa chute pour amender la Constitution, a déclaré : « Cette Constitution a perdu sa légitimité depuis la révolution. Il faut une nouvelle Constitution. » Il a été écarté par le Conseil suprême des forces armées. Rédigés en dix jours, les amendements ont été présentés au pays pendant trois semaines et n'ont même pas été publiés dans leur forme

définitive avant le vote des électeurs. Il s'agissait simplement d'assouplir les conditions de candidature à l'élection présidentielle, la longueur et le nombre de mandats pour pouvoir organiser au plus vite des élections législatives et présidentielle. Les modifications laissent entiers les pouvoirs absolus du chef de l'Etat, par exemple. Les amendements constitutionnels n'ont qu'un seul objectif : réaliser la « transition démocratique » pour maintenir coûte que coûte le régime. L'intervention cosmétique sur la Constitution est un piège. Trois jours avant le référendum, l'armée a fait savoir que si le non l'emportait, elle publierait un décret sous la forme d'une « déclaration constitutionnelle limitée » pour indiquer la marche à suivre durant la période de transition.

«Le simple amendement de la Constitution signifie la poursuite du régime corrompu de Moubarak»
 La veille du référendum, place Tahrir, les milliers de manifestants partisans du non scandaient : « Pas de bricolage avec la Constitution de notre pays ! », « Nous voulons une nouvelle Constitution ! ». Sur un panneau, on pouvait lire : « Le simple amendement de la Constitution signifie la

poursuite du régime corrompu de Moubarak. » Et la poursuite du régime corrompu de Moubarak, ce sont les privatisations, la soumission aux exigences du FMI et le respect de tous les accords internationaux, au premier rang desquels l'accord égypto-israélien de 1979. Le référendum, la réforme constitutionnelle avec sa commission chargée d'écrire une Constitution, ont été organisés contre l'exigence d'une véritable Assemblée constituante souveraine. La réforme constitutionnelle a été défendue par la confrérie des Frères musulmans, qui estime qu'il est temps de « passer d'une période de transition à une période de stabilité ». La confrérie a mené une campagne vigoureuse pour le oui, organisé des manifestations à Louxor, sillonné les rues d'Assiout avec des voitures équipées de haut-parleurs, accroché partout d'immenses banderoles appelant à voter oui et en a même drapé des bureaux de vote, comme à Alexandrie. Mais la question des amendements constitutionnels et le référendum n'ont pas désarmé les travailleurs et les jeunes. Des grèves, des manifestations et des sit-in ont eu lieu à la poste et à la radiotélévision d'Etat, le jour même de la publication des résultats du référendum. ■

EN BREF

Vague de grèves et de manifestations dans le pays

Manifestation des employés de la radiotélévision égyptienne, le 20 mars

300 employés de l'Union de la radiotélévision égyptienne d'Etat ont manifesté le 20 mars, jour de la proclamation des résultats du référendum, devant le siège de la radiotélévision, après s'être mobilisés deux semaines durant à l'intérieur du siège. Ils demandent le départ du président et de plusieurs responsables de département. Ils revendiquent aussi l'augmentation des salaires, des promotions et une sécurité sociale.

Grève des postiers et sit-in devant les bureaux du Premier ministre

Des centaines d'employés de la poste se sont mis en grève le 20 mars et ont établi un sit-in devant les bureaux du Premier ministre. Les manifestants ont lu un communiqué qui dit : « Nous refusons catégoriquement la démission de Hani Mahmoud et demandons sa renomination immédiate comme président de la poste et la poursuite des efforts mis en œuvre contre la corruption généralisée. Nous tenons à vous informer que nous commençons un sit-in aujourd'hui et que nous ne partirons que quand nos demandes seront satisfaites. »

Les travailleurs arrachent le droit de créer leurs syndicats indépendants

Dans la vague de grèves qui a déferlé en Egypte, dans les usines, les bureaux, les services publics, l'enseignement, les universités, tous les travailleurs ont revendiqué



Rassemblement de travailleurs égyptiens devant le siège de la fédération des syndicats égyptiens (ETUF).

le droit de constituer librement leurs syndicats à la base. Aux usines de filature et de tissage de Mehalla Al-Kubra, les travailleurs ont exigé d'en finir avec le syndicat officiel et le prélèvement effectué, à son bénéfice, des cotisations sur leurs salaires. Le 30 janvier, une Fédération égyptienne des syndicats indépendants s'est constituée. Le 14 février, 500 travailleurs et militants syndicaux se sont rassemblés devant le siège de la fédération syndicale égyptienne (ETUF), contrôlée par l'Etat, pour exiger sa dissolution et demander que ses dirigeants soient poursuivis pour corruption. Devant la force avec laquelle s'est exprimée cette exigence des travailleurs égyptiens de disposer de leurs propres organisations syndicales, le nouveau ministre de la Main-d'œuvre, Ahmad Hassan Al-Borai, a annoncé que le droit de créer des syndicats indépendants

serait reconnu. L'hebdomadaire égyptien *Al Ahram hebdo*, daté du 16 mars, indique qu'il a déclaré : « Les conventions internationales de l'Organisation internationale du travail (OIT), que l'Egypte a ratifiées, comportent ce droit. On n'a pas besoin d'une loi nationale pour les mettre en application. »

Salaire : hausse du salaire minimum annoncée

Le salaire minimum à 1 200 livres (150 euros) est une des revendications principales des travailleurs égyptiens. Le ministre des Finances, Samir Radwan, a promis d'en fixer un d'ici trois à six mois, sans en préciser le montant. 40 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de deux dollars par jour. Le gouvernement Moubarak avait fixé

l'an dernier le salaire minimum à 400 livres (70 dollars) par mois. Un montant très proche du seuil de pauvreté.

Indemnisation du chômage

L'indemnisation des chômeurs est une revendication qui s'est exprimée avec force dans le soulèvement du peuple égyptien. Le ministre de la Main-d'œuvre estime à 19 % le taux de chômage. Les deux tiers sont des jeunes. Le ministre a déclaré : « Pas de problème pour les personnes qui bénéficiaient d'une assurance sociale et qui ont perdu leur travail, on sait comment les identifier et les indemniser ; le problème se pose pour ceux qui sont hors du système. On étudie comment les inclure et sur quelle base fixer les indemnités qu'ils méritent. » ■

ALGÉRIE

Une ère nouvelle s'ouvre

Extrait de l'éditorial de *Fraternité*, journal du Parti des travailleurs d'Algérie.



Cette lame de fond, qui rappelle le mouvement extraordinaire qui avait succédé à l'insurrection des jeunes en octobre 1988, s'appuie certes sur la révolution tunisienne, le processus révolutionnaire en Egypte et différentes Intifadas au Maghreb et au Machrek, qui sont une composante des luttes à l'échelle mondiale, contre les politiques dictées par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'OMC. Mais elle est fondamentalement l'expression de l'ouverture d'une ère nouvelle en Algérie. En effet, la paix recouvrée, toutes les revendications sociales qui étaient reléguées au second plan durant la tragédie nationale explosent, s'imposant comme la priorité de l'heure. Les travailleurs, les jeunes et les larges couches ne veulent plus patienter : ils veulent un vrai emploi avec un vrai salaire et des logements sociaux pour vivre dans la dignité.

Quoi de plus normal pour un pays en pleine reconstruction nationale qui ne saurait évacuer le pendant social ? Il est très significatif que l'annonce de mesures politiques et sociales importantes, dont la levée de l'état d'urgence, l'ouverture de la télévision, le soutien à l'emploi, au logement et au pouvoir d'achat, par le Conseil des ministres, donne un coup de fouet à la mobilisation, qui a redoublé d'intensité. Car les mobilisations ouvrières et jeunes convergent vers la convocation d'une Assemblée constituante souveraine pour rompre avec les institutions héritées du système de parti unique, de la tragédie nationale, et avec les restes du PAS (*plan d'ajustement structurel* — NDLR).

Il s'agit aussi de renouer avec le programme de l'Etoile nord-africaine et celui du Parti du peuple algérien, qui liaient l'indépendance nationale à la perspective de l'Assemblée constituante souveraine.

C'est pourquoi, les militantes et les militants du PT, renouant avec les axes fondateurs du parti, aident ce mouvement, qui s'étend chaque jour davantage, à s'organiser dans des comités ou conseils populaires pour débattre de toutes les questions de l'heure et inscrire leurs revendications. D'ores et déjà, plus de 90 comités ont vu le jour dans une trentaine de wilayas.

Mais cette dynamique sociale et les réformes économiques introduites dans les LFC (*lois de finances complémentaires* — NDLR) 2009 et 2010, en rupture avec l'impérialisme, butent contre la nature des institutions en place, notamment l'APN (*Assemblée populaire nationale* — NDLR), qui est une cathédrale dans le désert, et les APC (*assemblées populaires communales* — NDLR), dont les prérogatives sont confisquées au profit de l'administration.

Alors, le minimum sur le terrain de la réforme politique consiste en des élections législatives et locales anticipées, précédées d'une révision de fond de la loi électorale pour assoier la démocratie du mandat et séparer la politique des affaires, et que soit ouvert le débat sur la Constitution à même de consacrer la démocratie avec son contenu politique et social, de consolider la souveraineté nationale par l'imprescriptibilité de la propriété collective de la nation impliquant la rupture avec l'accord d'association avec l'Union européenne et toutes les politiques dictées par les institutions du capital.

Louisa HANOUNE ■